

F. 92 — 2224

[C — 27349]

**9 JUILLET 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
portant exécution des articles 32.2., 32.4. et 32.7. de la loi du 4 août 1978
de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales des 8 août 1980 et 16 juin 1989;

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

Vu le décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par la loi du 9 août 1980 et les lois des 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'à l'approche du Marché unique de 1993, il est nécessaire d'élargir la notion de petites et moyennes entreprises afin de la faire coïncider avec la dimension retenue au niveau européen;

Considérant qu'il est nécessaire de diversifier le tissu industriel wallon et que vu la situation du marché de l'emploi, il est impérieux de favoriser dans les meilleurs délais le développement des petites et moyennes entreprises de toutes les zones situées en Région wallonne car, par leur nombre important, elles sont susceptibles de contribuer significativement à la création d'activités et d'emplois nouveaux;

Considérant que l'Exécutif souhaite promouvoir des objectifs de développement durable et de création d'emplois au sein des entreprises réalisant des programmes d'investissements;

Sur proposition du Président de l'Exécutif, chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- la loi, la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;
- le Ministre, le Ministre ayant les PME dans ses attributions;
- l'Administration, la direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
- programme d'investissements, un ensemble d'opérations et de dépenses devant nécessairement figurer à l'actif du bilan dans la rubrique « Immobilisés »;
- prime, la prime à l'investissement dont question à l'article 32.4. de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;
- début du programme d'investissements, la date de la première commande;
- emploi, le personnel engagé dans un lien de contrat de travail, soumis à l'O.N.S.S., calculé en équivalent temps plein, affecté à un siège d'exploitation en Région Wallonne;
- indépendante financièrement, l'entreprise dirigée par une ou plusieurs personnes physiques qui possèdent la majorité du capital et qui toutes y trouvent leur principale source de revenus professionnels;
- première installation, la situation d'une part, d'une personne physique qui n'a pas dépassé l'âge de 35 ans au moment de l'introduction du dossier et dont l'inscription, à titre principal, à l'INASTI ne remonte pas à plus de vingt-quatre mois à la date d'introduction du dossier, et d'autre part, les sociétés dont le capital est détenu nominativement à concurrence de 75 % minimum par une ou plusieurs personnes physiques qui n'ont pas dépassés l'âge de 35 ans dont l'inscription, à titre principal, à l'INASTI ne remonte pas à plus de vingt-quatre mois à la date d'introduction du dossier, et pour autant qu'une de ces personnes exerce la gestion journalière de la société;
- code NACE, le code relatif à la nomenclature des activités économiques dans les Communautés européennes tel que défini par le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990.

CHAPITRE II. — Champ d'application

Art. 2. § 1er. La prime ne peut être accordée qu'aux entreprises n'occupant pas plus de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 20 millions d'écus.

Le chiffre de 20 millions d'écus est adapté annuellement en fonction de l'évolution de l'indice moyen des prix à la consommation au cours de la période écoulée.

§ 2. Ne sont toutefois admissibles, que les programmes d'investissements présentés par toute personne physique ou toute personne morale constituée sous forme de société commerciale, dans les limites fixées au § 1er ou par une division ou siège d'exploitation faisant partie de ces personnes juridiques, et localisé en Région Wallonne.

§ 3. Seuls peuvent bénéficier d'une prime, les programmes d'investissements admissibles d'un montant au moins égal à la moyenne des amortissements, éventuellement recalculés sur le mode linéaire au taux normal, des trois exercices comptables précédant l'introduction du dossier ou l'autorisation de débiter.

Cette disposition ne s'applique pas aux entreprises indépendantes financièrement occupant jusqu'à 20 personnes.

Le calcul de la moyenne des amortissements peut, le cas échéant, être établi sur base des seuls amortissements réalisés par le siège d'exploitation ou la division concernée par le programme d'investissements déposé.

Pour les entreprises occupant jusqu'à 20 personnes et indépendantes financièrement, le seuil est de 1,750 million de francs belges et est ramené à 1,250 million de francs belges lorsque le programme d'investissements est réalisé par des personnes bénéficiant du critère « première installation ».

Pour les entreprises occupant de 21 à 50 personnes ainsi que les entreprises occupant jusqu'à 20 personnes qui ne sont pas indépendantes financièrement, le seuil est de 5 millions de francs belges.

Pour les entreprises occupant de 51 à 100 personnes, le seuil est de 10 millions de francs belges.

Pour les entreprises occupant de 101 à 150 personnes, le seuil est de 15 millions de francs belges.

Pour les entreprises occupant 151 personnes et plus, le seuil est de 20 millions de francs belges.

Les seuils seront adaptés annuellement en fonction de l'évolution de l'indice moyen des prix à la consommation au cours de la période écoulée.

Art. 3. Il faut entendre par activités exclues en vertu du § 2, alinéa 2 de l'article 32.2. de la loi :

Au point 1 de cet alinéa, les activités reprises dans les classes 65 à 67 et 70 du code NACE.

Au point 2 de cet alinéa, les activités reprises dans les classes 10, 11.1, 12, 23.3, 40 et 41 du code NACE.

Au point 3 de cet alinéa, les activités reprises à la rubrique 80 du code NACE, ainsi que toute société dont l'activité est la délivrance de cours de formation ou l'organisation de séminaires quels qu'ils soient.

Au point 4 de cet alinéa, les activités reprises à la rubrique 85 du code NACE, ainsi que les laboratoires d'analyses médicales, les maisons de repos ou homes pour personnes âgées et les professions de type paramédical telles que assistance en pharmacie, audiologie, diététique, ergothérapie, imagerie médicale, kinésithérapie et physiothérapie, logopédie, orthèse, bandage et prothèse, optométrie et optique, orthoptie, podologie et prothèse dentaire.

Au point 5 de cet alinéa, les activités reprises à la rubrique 92 du code NACE, à l'exception des parcs d'attraction, des villages de vacances et des exploitations de curiosités touristiques.

Au point 6 de cet alinéa, les professions libérales ou associations formées par ces personnes qui n'ont pas de rapport direct avec l'activité économique des petites et moyennes entreprises.

Art. 4. Sont par ailleurs exclues du bénéfice des aides prévues aux articles 32.4. à 32.8. de la loi, les activités de services aux particuliers telles que :

— les activités d'intermédiaires du commerce en gros (classe 51.1 du code NACE) ainsi que le commerce de détail (classes 50 et 52 du code NACE), à l'exclusion des investissements affectés aux activités de production et de transformation;

— le secteur de la grande distribution à l'exception des centres de distribution;

— les réviseurs d'entreprises et les experts comptables, en tant que profession libérale ayant un rapport direct avec l'activité économique des petites et moyennes entreprises;

— les campings, restaurants, débits de boissons, les cantines (classes 55.2 à 55.5 du code NACE);

— la location de biens mobiliers (classe 71 du code NACE);

— les entreprises d'exploitation de parkings;

— les agences de voyage (classe 63.3 du code NACE);

— le transport de passagers, régulier ou non, repris aux classes 60.21 à 60.24 du code NACE, à l'exception du transport aérien;

— les services aux particuliers repris à la classe 93 du code NACE;

— les services personnels et domestiques ainsi que les garderies d'enfants, les pensions pour animaux et tout ce qui a trait aux animaux de compagnie.

CHAPITRE III. — Investissements admissibles

Art. 5. § 1er. Seuls peuvent bénéficier d'une prime, les investissements en terrains et bâtiments, les investissements matériels acquis ou constitués à l'état neuf et les investissements immatériels définis ci-après.

Les frais accessoires relatifs à un investissement matériel suivent le traitement de l'investissement matériel, à l'exception des frais d'établissement repris à la classe 20 du plan comptable minimum normalisé, qui ne sont pas pris en considération.

Pour autant qu'ils ne bénéficient d'aucune aide en application du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région Wallonne pour la recherche et les technologies, les investissements immatériels suivants peuvent être pris en considération :

— la mise au point de prototypes, de produits nouveaux ou de procédés nouveaux de fabrication,

— les études de marché et d'organisation,

— les dépenses de commercialisation de produits nouveaux,

— l'acquisition de know-how, de licences, de concessions et de marques, ainsi que l'acquisition et le dépôt de brevets.

Par dérogation sollicitée et dûment justifiée, le matériel reconditionné peut être subsidié, lorsqu'il constitue un investissement d'un intérêt prépondérant pour l'entreprise.

Par matériel reconditionné, il faut entendre du matériel entièrement remis à neuf et spécifiquement adapté aux besoins de l'entreprise.

§ 2. Ne sont pas pris en considération, les investissements suivants :

— les stocks, le goodwill, la clientèle, l'enseigne, le pas-de-porte, la reprise de bail, l'acquisition de participations,

— le matériel ou mobilier d'occasion,

— le matériel ou mobilier d'exposition et de démonstration,

— le matériel de transport dont la charge utile est inférieure à 3,5 tonnes ainsi que les avions, aéronefs et hélicoptères.

— les emballages consignés,

— les pièces de rechange,

— les conciergeries,

— les villas-témoins,

— les investissements destinés à la location,

— les investissements de remplacement pur et simple.

§ 3. Les reprises d'entreprises occupant jusqu'à 20 personnes dont l'activité est classée en groupe A tel que défini à l'article 9, peuvent être aidées lorsqu'elles sont réalisées par des entreprises indépendantes financièrement occupant jusqu'à 20 personnes, et qu'elles portent sur la cession totale des actifs immobilisés de l'entreprise ou de l'ensemble des parts sociales.

Dans ce cas, les investissements admissibles sont les investissements immobiliers, matériels et immatériels (limités aux brevets et licences) estimés sur base de la valeur comptable.

Le cédant ne peut détenir des parts ou actions dans l'affaire reprise.

CHAPITRE IV. — Conditions d'éligibilité de la demande

Art. 6. § 1er. Les entreprises sollicitant une prime doivent être en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de leur activité, ainsi que vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

Les entreprises doivent en outre respecter l'ensemble des dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels reprises dans la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

§ 2. A l'exclusion des entreprises occupant jusqu'à 20 personnes et indépendantes financièrement, ne peuvent bénéficier d'une prime les entreprises qui :

- au cours des deux exercices comptables précédant l'introduction du dossier ou l'autorisation de débiter le programme d'investissements, ont enregistré une perte d'exploitation excédant le montant des amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations corporelles et incorporelles.
- par suite de pertes, présentent, à la date de clôture de l'exercice précédant l'introduction du dossier ou l'autorisation de débiter le programme d'investissements, un actif net réduit à un montant inférieur aux deux tiers du capital.

Cette disposition ne s'applique pas aux entreprises constituées depuis moins de trois ans.

Il en est de même si l'entreprise concernée a présenté un plan de restructuration approuvé par l'Exécutif.

Art. 7. § 1er. Les dossiers des entreprises occupant jusqu'à 50 personnes et dont le programme d'investissements ne dépasse pas 50 millions de francs belges doivent être introduits auprès de l'Administration dans un délai maximum de trois mois à dater du début du programme d'investissements.

En dérogation à l'article 1er, on entend par début du programme d'investissements, la date de la première facture.

§ 2. Les entreprises occupant plus de 50 personnes ou dont le programme d'investissements dépasse 50 millions de francs belges sont tenues d'introduire une demande d'autorisation préalable avant d'entamer leur programme d'investissements.

Le dossier définitif doit être introduit dans un délai de six mois à compter de la date d'autorisation de débiter le programme d'investissements.

Sauf cas dûment justifiés, si l'entreprise réalise moins de 80 % du programme d'investissements admis dans le délai prévu de commun accord entre la Région et l'entreprise, celle-ci perd le bénéfice de la prime lui octroyée.

Avant toute décision d'octroi, le Ministre ou le fonctionnaire délégué à cette fin peut accepter des investissements complémentaires au programme déposé, sur demande dûment justifiée de l'entreprise.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué à cette fin peut, sur demande préalable et dûment justifiée, autoriser une modification du programme admis au bénéfice des aides.

Art. 8. Le programme d'investissements doit avoir débuté dans un délai de six mois à dater de l'autorisation de débiter le programme d'investissements ou, le cas échéant, de l'introduction du dossier à l'Administration.

A l'expiration de ce délai, l'autorisation de débiter le programme d'investissements ou, le cas échéant, la décision d'octroi de l'aide est annulée.

Le programme d'investissements doit être terminé au plus tard quatre ans après la date d'introduction du dossier ou de l'autorisation de débiter.

S'il comporte des investissements immobiliers, les immeubles correspondants doivent être utilisés à des fins professionnelles dès l'achèvement des travaux et en tous cas, dans un délai de quatre ans à dater de l'introduction du dossier ou de l'autorisation de débiter.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué à cette fin peut étendre ces délais pour des raisons dûment justifiées.

CHAPITRE V. — Critères d'octroi et niveau de la prime octroyée

Art. 9. Pour la détermination de l'intensité de la prime octroyée, sans préjudice du respect des réglementations et encadrements de droit communautaire visant certains secteurs d'activités dans l'industrie et l'agriculture, les investissements sont classés dans un groupe déterminé en fonction de la nature de l'activité à laquelle ils sont destinés.

Sont classés en groupe A, les investissements effectués dans le cadre d'activités de production ou de transformation figurant en classe 05.02 et dans les classes 15 à 22, 23.1, 23.2, 24 à 36 et 72.2 du code NACE ainsi que les investissements d'appui logistique des entreprises de transport ou ceux visant les transports combinés.

Sont classés en groupe B, les investissements effectués dans le cadre des activités suivantes :

1. les activités d'extraction reprises dans les classes 13 et 14 du code NACE;
2. les activités d'horticulture, de sylviculture et d'exploitation forestière et pépinière reprises dans les classes 01.12 et 02 du code NACE;
3. les activités de commerce en gros reprises dans les classes 37 et 51.2 à 51.7 du code NACE;
4. les activités de services (prestations de services aux entreprises) reprises dans les classes 01.4, 60.25, 61, 62, 63.1, 63.2, 63.4, 64.12, 64.2, 72.5, 72.6 et 74 du code NACE;
5. les activités informatiques reprises dans les classes 72.1, 72.3 et 72.4 du code NACE;
6. les activités du secteur de la construction reprises dans les classes 45.1 à 45.4 du code NACE;
7. les activités du secteur touristique, à savoir les hôtels (rubrique 55.1 du code NACE), les villages de vacances, les parcs d'attraction, les exploitations de curiosités touristiques.

Le Ministre détermine le groupe dont relève une entreprise dont l'activité ne rentrerait pas de manière précise dans un des deux groupes définis ci-avant.

Art. 10. § 1er. Le niveau de la prime octroyée aux entreprises occupant jusqu'à 20 personnes et étant indépendantes financièrement s'établit comme suit :

	Groupe A	Groupe B
Aide de base	12 %	8 %
Première installation	3 %	3 %
Intérêt de l'activité	0 à 3 %	0 à 2 %

Les personnes physiques ou les sociétés ne peuvent bénéficier qu'une fois du critère « première installation ».

§ 2. Le niveau de la prime octroyée aux entreprises occupant de 21 à 50 personnes, ainsi qu'aux entreprises occupant jusqu'à 20 personnes et n'étant pas indépendantes financièrement, s'établit comme suit :

	Groupe A	Groupe B
Aide de base	4 %	2 %
Création d'emplois	0 à 8 %	0 à 8 %
Intérêt de l'activité	0 à 3 %	0 à 2 %
Evol. V.A./emploi	0 à 3 %	0 à 3 %

1. Le niveau de la prime octroyée en fonction de la création d'emplois est établi en application du tableau suivant :

Création d'emplois	% d'aide
1	1
de 2 à 4	2
de plus de 4 à 7	3
de plus de 7 à 10	4
de plus de 10 à 15	5
de plus de 15 à 20	6
de plus de 20 à 25	7
plus de 25	8

Le niveau de la prime établi en fonction de ce tableau est également d'application pour les entreprises qui réduisent l'emploi. Dans ce cas, une pénalité leur est appliquée, correspondant au coefficient positif prévu en cas de création d'emplois.

La prime octroyée en application de ce critère est calculée sur un maximum de 20 millions de francs belges d'investissements par emploi créé.

2. L'intensité de la prime octroyée en application du critère valeur ajoutée par emploi est fonction de l'évolution différentielle de la valeur ajoutée par emploi au terme d'une période de deux ans qui suit la fin du programme d'investissements.

La prime ainsi accordée sera de 0,75 - 1,50 - 2,25 ou 3 % selon que l'accroissement de la valeur ajoutée par emploi après investissement est de 10, 15, 20 ou 25 % par rapport à la situation avant investissement.

La valeur ajoutée s'entend comme le chiffre d'affaires diminué des approvisionnements marchandises et des services et biens divers (rubrique comptable 70 diminuée des rubriques 60 et 61).

En cas de création d'entreprises, ce critère ne sera pas d'application et une prime forfaitaire de 3 % sera automatiquement octroyée.

§ 3. Le niveau de la prime octroyée aux entreprises occupant plus de 50 personnes ainsi qu'aux créations d'entreprises de minimum 50 emplois est établi comme suit :

	Groupe A	Groupe B
Aide de base	4 %	2 %
Création d'emplois	0 à 8 %	0 à 8 %
Intérêt de l'activité	0 à 3 %	0 à 2 %
Evol. V.A./emploi	0 à 3 %	0 à 3 %

1. Le niveau de la prime octroyée en fonction de la création d'emplois est établi en fonction du tableau suivant :

(2)	(1)	50 à 75	75 à 120	120 à 180	180 à 250
de 5 à 10		4	3	2	1
de plus de 10 à 15		5	4	3	2
de plus de 15 à 20		6	5	4	3
de plus de 20 à 25		7	6	5	4
de plus de 25 à 30		8	7	6	5
de plus de 30 à 40		8	8	7	6
de plus de 40 à 50		8	8	8	7
de plus de 50		8	8	8	8

(1) Effectif de départ.

(2) Augmentation par rapport à l'effectif de départ.

Le niveau de la prime établi en fonction de ce tableau est également d'application pour les entreprises qui réduisent l'emploi; dans ce cas, une pénalité leur est appliquée, correspondant au coefficient positif prévu en cas de création d'emplois.

En cas de création d'entreprises, l'aide octroyée sera automatiquement de 8 %.

La prime octroyée en application de ce critère est calculée sur un maximum de 20 millions de francs belges d'investissements, par emploi créé.

2. L'intensité de la prime octroyée en application du critère valeur ajoutée par emploi est fonction de l'évolution différentielle de la valeur ajoutée par emploi au terme d'une période de deux ans qui suit la fin du programme d'investissements.

La prime ainsi accordée sera de 0,75 - 1,50 - 2,25 ou 3 % selon que l'accroissement de la valeur ajoutée par emploi après investissement est de 10, 15, 20 ou 25 % par rapport à la situation avant investissement.

La valeur ajoutée s'entend comme le chiffre d'affaires diminué des approvisionnements marchandises et des services et biens divers (rubrique comptable 70 diminuée des rubriques 60 et 61).

En cas de création d'entreprises, ce critère ne sera pas d'application et une prime forfaitaire de 3 % sera automatiquement octroyée.

§ 4. Ne sont pas considérées comme des créations d'entreprises au sens des §§ 2 et 3, les opérations résultant de changement de statut juridique d'entreprises existantes. Sont notamment visées les opérations de fusion, de scission, d'absorption et de filialisation.

Dans ce cas, le calcul de l'accroissement de l'emploi est réalisé sur base de l'emploi effectif des entreprises préexistantes à l'opération de constitution de la nouvelle entité juridique.

De même, pour la détermination du personnel supplémentaire, il n'est pas tenu compte des membres du personnel qui étaient occupés antérieurement dans les entreprises avec lesquelles le demandeur se trouve directement ou indirectement dans des liens quelconques d'interdépendance ou dont il continue l'activité en tout ou en partie.

En outre, pour la détermination du personnel supplémentaire, on retiendra l'ensemble du personnel affecté aux sièges d'exploitation situés en Région Wallonne.

§ 5. On entend par intérêt de l'activité, les aspects qualitatifs du programme d'investissements, appréciés notamment sous les angles suivants :

- le secteur dont relève l'activité de l'entreprise, secteur de pointe ou activité considérée comme essentielle pour la Région,
- le caractère innovant du projet,
- l'effort de l'entreprise dans le domaine de la Recherche-Développement,
- l'effort d'adaptation technologique de l'entreprise,
- l'utilisation de technologies propres.

Lorsque le projet d'investissements présente un caractère innovant, une aide forfaitaire de 3 % est automatiquement octroyée aux investissements relevant du groupe A et de 2 % à ceux relevant du groupe B.

Le Ministre précise le mode d'appréciation des dossiers en application de ce critère.

§ 6. La prime ne pourra être octroyée que si son niveau atteint au moins 5 %.

§ 7. En fonction de l'intensité capitalistique du programme d'investissements, le Ministre peut limiter en tout ou partie le montant de la prime à attribuer. Dans ce cas, il n'est pas tenu compte du minimum requis visé au § 6.

Lorsque le niveau de la prime est inférieur au minimum requis visé au § 6 en suite de l'application d'un coefficient négatif pour le critère « création d'emplois », l'aide peut cependant être octroyée.

§ 8. La décision d'octroi est matérialisée par une notification de décision transmise à l'intéressé ou, le cas échéant, par une convention conclue avec l'entreprise, qui reprend l'ensemble des conditions particulières.

Art. 11. L'effectif de départ relatif au critère « évolution de l'emploi », est constitué par l'emploi moyen des quatre trimestres précédant l'autorisation de débiter le programme d'investissements ou l'introduction du dossier.

L'effectif de départ relatif au critère « valeur ajoutée par emploi » est constitué par l'emploi moyen de l'exercice comptable précédant l'autorisation de débiter le programme d'investissements ou l'introduction du dossier.

CHAPITRE VI. — Aide complémentaire pour les entreprises situées en zone de développement

Art. 12. Le taux retenu pour le critère création d'emplois tel que prévu aux § 2 et 3 de l'article 10 du présent arrêté, est majoré de 50 % pour les projets d'investissements réalisés en zones de développement telles que définies en application de l'article 11 de la loi du 30 décembre 1970, dans le respect des plafonds prévus par la loi.

CHAPITRE VII. — Régime particulier relatif au secteur de la presse d'opinion

Art. 13. Les entreprises d'édition de presse d'opinion écrite, qu'elle soit quotidienne ou hebdomadaire, peuvent bénéficier d'une aide égale à 15 % du montant du programme d'investissements admis.

Les articles 9, 10, 11, 17, alinéas 2, 3, 4 et 5 et l'article 18 ne leur sont pas applicables lorsque cette aide est octroyée à ces entreprises.

CHAPITRE VIII. — Exonération du précompte immobilier

Art. 14. § 1er. Pour les entreprises occupant jusqu'à 20 personnes et étant indépendantes financièrement, l'exonération du précompte immobilier peut être accordée :

- pour une durée de 5 ans en faveur des programmes d'investissements réalisés par des entreprises situées en groupe A;
- pour une durée de 3 ans en faveur des programmes d'investissements réalisés par des entreprises situées en groupe B.

§ 2. Pour les entreprises occupant jusqu'à 20 personnes et n'étant pas indépendantes financièrement ainsi que celles de 21 à 250 personnes, l'exonération du précompte immobilier peut être accordée :

- pour une durée de 3 ans en faveur des programmes d'investissements qui n'entraînent pas de réduction d'emploi;
- pour une durée de 4 ans en faveur des programmes d'investissements engendrant une augmentation de l'effectif de 10 à 20 %;
- pour une durée de 5 ans en faveur des programmes d'investissements liés à la création d'une entreprise ou lorsque ceux-ci engendrent une augmentation de l'effectif de plus de 20 %.

CHAPITRE IX. — Liquidation et contrôle

Art. 15. La liquidation de la prime est subordonnée à la demande de liquidation émanant de l'entreprise, indiquant l'état d'avancement de la réalisation du programme d'investissements et à la production de la preuve du respect des conditions visées à l'article 6 § 1er, 1er alinéa du présent arrêté.

Art. 16. § 1er. Pour les programmes d'investissements admissibles de moins de 5 millions de francs belges ou dont la durée de réalisation n'excède pas un an, la demande de liquidation de la prime ne peut intervenir qu'après réalisation de la totalité du programme d'investissements.

§ 2. Pour les programmes d'investissements admissibles de 5 à 250 millions de francs belges, l'entreprise peut solliciter, au plus tôt un an à dater du début du programme d'investissements et après réalisation de minimum 50 % de celui-ci, la liquidation de la moitié de la prime.

La liquidation du solde de la prime ne peut être sollicitée par l'entreprise qu'après réalisation de la totalité du programme d'investissements.

§ 3. Pour les investissements admissibles supérieurs à 250 millions de francs belges, l'entreprise peut solliciter la liquidation de la moitié de la prime, après réalisation de minimum 35 % du programme d'investissements.

La liquidation du solde de la prime ne peut être sollicitée par l'entreprise qu'après réalisation de la totalité du programme d'investissements et au plus tôt deux ans après le début dudit programme.

Art. 17. Toute liquidation de la prime sera subordonnée au contrôle effectué par l'Administration de la réalisation du programme d'investissements quel que soit le montant de celui-ci. Ce contrôle peut être effectué soit sur base des pièces transmises par l'entreprise, soit sur place.

L'Administration contrôle également la réalisation effective des objectifs fixés par l'entreprise en matière d'emplois et de valeur ajoutée.

Ces objectifs doivent être atteints au plus tard deux ans après la fin du programme d'investissements.

Si ces objectifs ne sont pas atteints dans les délais impartis, il est procédé au retrait de l'aide correspondante.

Si les calculs ainsi réalisés font apparaître que le niveau de la prime est inférieur à 5 %, la totalité de la prime est sujette à restitution.

Art. 18. Après liquidation de la totalité de la prime, l'entreprise transmettra annuellement, à l'Administration, les attestations ou déclarations O.N.S.S. complètes des seize trimestres qui suivent la fin de la réalisation du programme d'investissements ou qui suivent la date à laquelle la condition d'emploi doit être atteinte.

Art. 19. En tout état de cause, l'Administration peut procéder à un contrôle au sein des entreprises bénéficiaires. Ce contrôle peut être effectué dès qu'une décision favorable a été prise et ce, jusqu'au moment où les obligations de l'entreprise envers la Région sont échues.

Art. 20. Conformément à l'arrêté royal du 25 septembre 1972 réglementant l'information des conseils d'entreprises en exécution de l'article 37, alinéas 2 et 3 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, la notification de décision ou la convention précisera les informations à communiquer aux travailleurs.

Art. 21. Le Ministre qui a les PME dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 22. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er juillet 1992.

Namur, le 9 juillet 1992.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

ÜBERSETZUNG

D. 92 — 2224

[C — 27349]

**9. JULI 1992. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
zur Durchführung der Artikel 32.2, 32.4 und 32.7 des Gesetzes vom 4. August 1978
zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 10. Juni 1989;

Aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1978 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980 und die Gesetze vom 10. Juni und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es angesichts des nahenden Gemeinsamen Marktes von 1993 notwendig ist, den Begriff « kleine und mittlere Betriebe » zu erweitern, damit er der auf europäischer Ebene festgehaltenen Dimension entspricht;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, die wallonische Industriestruktur zu diversifizieren und daß es angesichts der Lage auf dem Arbeitsmarkt zwingend nötig ist, die Entwicklung der kleinen und mittleren Betriebe aller in der Wallonischen Region gelegenen Gebiete so schnell wie möglich zu fördern, da sie durch ihre hohe Anzahl auf bedeutende Weise zu der Einführung neuer Tätigkeiten bzw. zu der Schaffung neuer Arbeitsplätze beitragen können;

In der Erwägung, daß die Exekutive eine dauerhafte Entwicklung sowie die Schaffung von Arbeitsplätzen in Investitionsprogramme durchführenden Betrieben fördern möchte;

Auf Vorschlag des Vorsitzenden der Exekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Definitionen

Artikel 1 Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

— « Gesetz » : das Gesetz vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist,

— « Minister » : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die KMB gehören,

— « Verwaltung » : die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region

— « Investitionsprogramm » : eine Reihe von Geschäften und Aufwendungen, die unbedingt auf der Aktivseite der Bilanz unter Rubrik « Anlagevermögen » angeführt sein müssen,

— « Prämie » : die Investitionsprämie im Sinne von Artikel 32.4 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist,

— « Beginn des Investitionsprogramms » : das Datum des ersten Auftrags

— « Beschäftigtenzahl » : den in Vollzeitbeschäftigung umgerechneten Personalbestand, dessen Mitglieder in einem Betriebssitz in der Wallonischen Region unter Arbeitsvertrag eingestellt sind und dem L.A.S.S. unterstehen,

— « finanziell unabhängig » : den Betrieb, der von einer oder mehreren natürlichen Personen geleitet wird, die den größeren Teil des Kapitals besitzen und die alle ihre hauptsächliche Berufseinkommensquelle darin haben,

— « Ersteinrichtung » : einerseits die Lage einer natürlichen Person, die zum Zeitpunkt der Einreichung der Akte das Alter von 35 Jahren nicht überschritten hat und die am Tag der Einreichung der Akte nicht seit mehr als vierundzwanzig Monaten beim L.I.S.V.S. hauptberuflich eingetragen ist, und andererseits die Lage der Gesellschaften, in denen mindestens 75 % des Kapitals namentlich einer oder mehreren natürlichen Personen gehören, die zum Zeitpunkt der Einreichung der Akte das Alter von 35 Jahren nicht überschritten haben und die am Tag der Einreichung der Akte nicht seit mehr als vierundzwanzig Monaten beim L.I.S.V.S. hauptberuflich eingetragen sind, sofern eine dieser Personen die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft übernimmt,

— « NACE-Verzeichnis » : das Verzeichnis in bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in den Europäischen Gemeinschaften, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 definiert worden ist.

KAPITEL II. — Anwendungsbereich

Art. 2. § 1. Die Prämie darf nur den Betrieben gewährt werden, die nicht mehr als 250 Personen beschäftigen und deren Jahresumsatz nicht 20 Millionen ECU überschreitet.

Der Umsatz von 20 Millionen ECU wird jährlich aufgrund der Entwicklung des durchschnittlichen Indexes der Verbraucherpreise im Laufe des abgelaufenen Zeitraums angepaßt.

§ 2. Im Rahmen der in Paragraph 1 festgelegten Grenzen können jedoch nur die Investitionsprogramme zugelassen werden, die vorgelegt werden von jeglicher natürlichen oder juristischen Person, die die Rechtsform einer Handelsgesellschaft hat, oder von einer Betriebsabteilung bzw. einem Betriebsitz, die bzw. der zu diesen juristischen Personen gehört und in der Wallonischen Region gelegen ist.

§ 3. Eine Prämie kann nur für die zulässigen Investitionsprogramme gewährt werden, deren Betrag mindestens dem Durchschnitt der eventuell zum Normalsatz nach dem linearen Verfahren noch einmal berechneten Abschreibungen der drei Rechnungsjahre vor der Einreichung der Akte oder vor der Erlaubnis zum Beginn des Investitionsprogramms entspricht.

Diese Bestimmung gilt nicht für die finanziell unabhängigen Betriebe, die bis zu 20 Personen beschäftigen.

Der Durchschnitt der Abschreibungen kann gegebenenfalls auf der Grundlage der einzigen Abschreibungen berechnet werden, die der Betriebsitz bzw. die vom Investitionsprogramm betroffene Abteilung vorgenommen hat.

Für die Betriebe, die bis zu 20 Personen beschäftigen und finanziell unabhängig sind, beträgt die Mindestgrenze 1,750 Millionen belgische Franken, und sie wird auf 1,250 Millionen belgische Franken herabgesetzt, wenn das Investitionsprogramm von Personen ausgeführt wird, die unter das Kriterium « Ersteinrichtung » fallen.

Für die Betriebe, die 21 bis 50 Personen beschäftigen, sowie die Betriebe, die bis zu 20 Personen beschäftigen und finanziell nicht unabhängig sind, beträgt die Mindestgrenze 5 Millionen belgische Franken.

Für die Betriebe, die 51 bis 100 Personen beschäftigen, beträgt die Mindestgrenze 10 Millionen belgische Franken.

Für die Betriebe, die 101 bis 150 Personen beschäftigen, beträgt die Mindestgrenze 15 Millionen belgische Franken.

Für die Betriebe, die mindestens 151 Personen beschäftigen, beträgt die Mindestgrenze 20 Millionen belgische Franken.

Die Mindestbeträge werden jährlich aufgrund der Entwicklung des durchschnittlichen Indexes der Verbraucherpreise im Laufe des abgelaufenen Zeitraums angepaßt.

Art. 3 Unter aufgrund von Artikel 32.2 § 2 Absatz 2 des Gesetzes ausgeschlossenen Zweigen versteht man :

in Nummer 1 dieses Absatzes : die in den Klassen 65 bis 67 und 70 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige;

in Nummer 2 dieses Absatzes : die in den Klassen 10, 11.1, 12, 23.3, 40 und 41 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige;

in Nummer 3 dieses Absatzes : die in der Rubrik 80 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige sowie jede Gesellschaft, deren Tätigkeit aus der Erteilung irgendwelcher Kurse oder aus der Organisation irgendwelcher Seminare besteht;

in Nummer 4 dieses Absatzes : die in Rubrik 85 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige sowie die Laboratorien für medizinische Untersuchungen, die Erholungsheime oder Heime für Betagte und die medizinischen Berufe wie die Berufe im Bereich der Apothekenhilfe, Audiologie, Ernährungslehre, Ergotherapie, der medizinischen bildgebenden Verfahren, der Heilgymnastik, Physiotherapie, Logopädie, Orthese, der Verbände und Prothesen, Optometrie und Optik, Orthoptik, Fußkunde und der Zahnprothesen;

in Nummer 5 dieses Absatzes : die in Rubrik 92 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige mit Ausnahme der Vergütungsparkes, der Feriendörfer und der Nutzung von touristischen Sehenswürdigkeiten;

in Nummer 6 dieses Absatzes : die freien Berufe bzw. Vereinigungen, die diese Personen bilden, die keinen direkten Zusammenhang mit dem Wirtschaftszweig der kleinen und mittleren Betriebe haben.

Art. 4 Ferner werden die in den Artikeln 32.4 bis 32.8 des Gesetzes vorgesehenen Beihilfen nicht gewährt für die Dienstleistungen an Privatpersonen wie :

— die Großhandelsvermittlung (Klasse 51.1. des NACE-Verzeichnisses) sowie den Einzelhandel (Klassen 50 und 52 des NACE-Verzeichnisses) mit Ausnahme der Investitionen für die Produktions- und die Verarbeitungszweige

— den Zweig des Großabsatzes mit Ausnahme der Absatzzentren

— die Tätigkeiten als Betriebsrevisoren und Buchprüfer, und zwar als freie Berufe in direktem Zusammenhang mit dem Wirtschaftszweig der kleinen und mittleren Betriebe,

— die Campingplätze, Restaurants, Schankwirtschaften, Kantinen (Klassen 55.2 bis 55.5 des NACE-Verzeichnisses)

— die Vermietung beweglicher Sachen (Klasse 71 des NACE-Verzeichnisses)

— die Betriebe, die Parkplätze bzw. -häuser betreiben,

— die Reisebüros (Klasse 63.3 des NACE-Verzeichnisses)

— die Personenbeförderung im Linienverkehr oder nicht, die in den Klassen 60.21 bis 60.24 des NACE-Verzeichnisses angegeben ist, mit Ausnahme der Luftfahrt

— die Dienstleistungen an Privatpersonen, die in der Klasse 93 des NACE-Verzeichnisses aufgeführt sind,

— die persönlichen und häuslichen Dienstleistungen sowie die Kindertagesstätten, die Tierheime und alles, was Hobbytiere betrifft.

KAPITEL III. — Zulässige Investitionen

Art. 5. § 1. Eine Prämie kann nur für Investitionen in Grundstücken und Gebäuden, für Realinvestitionen, bei denen Sachgüter erworben oder errichtet werden, und für die nachstehend bestimmten immateriellen Investitionen gewährt werden.

Die Nebenkosten in bezug auf eine Realinvestition werden wie die Realinvestition behandelt; dies gilt nicht für die in Klasse 20 des minimalen Einheitskontenrahmens aufgeführten Gründungskosten, die nicht berücksichtigt werden.

Folgende immaterielle Investitionen können berücksichtigt werden, sofern keine Beihilfe in Anwendung des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien für sie gewährt wird :

- die Entwicklung von Prototypen, von neuen Produkten bzw. von neuen Herstellungsverfahren;
- die Marktforschungen und Organisationsbeschreibungen;
- die Ausgaben für die Vermarktung neuer Produkte;
- der Erwerb von Know-how, von Lizenzen, Konzessionen und Marken sowie der Erwerb und die Anmeldung von Patenten.

Wiederaufbereitetes Material kann durch eine beantragte und hinreichend gerechtfertigte Abweichung bezuschußt werden, wenn es eine für den Betrieb ausschlaggebende Investition darstellt.

Unter wiederaufbereitetem Material versteht man das Material, das vollkommen wieder neu hergerichtet und dem Bedarf des Betriebs angepaßt worden ist.

§ 2. Folgende Investitionen werden nicht berücksichtigt :

- die Bestände, der Firmenwert, die Kundschaft, das Firmenzeichen, die Abstandszahlung, die Übernahme eines Mietvertrags, der Erwerb von Anteilen;
- die Gebrauchtbetriebs- oder Geschäftsausstattung;
- die Betriebs- oder Geschäftsausstattung für Ausstellungen und Vorfürhungen;
- die Fahrzeuge mit einer Nutzlast unter 3,5 Tonnen sowie die Flugzeuge, Luftfahrzeuge und Hubschrauber;
- die mit Pfand belegten Verpackungen;
- die Ersatzteile;
- die Hausmeisterwohnungen;
- die Mustervillen;
- die für die Vermietung bestimmten Investitionen;
- die einfachen Ersatzinvestitionen.

§ 3. Die Übernahme von Betrieben, die bis zu 20 Personen beschäftigen und deren Tätigkeit in Gruppe A im Sinne von Artikel 9 eingestuft ist, kann unterstützt werden, wenn sie von finanziell unabhängigen Betrieben vorgenommen wird, die bis zu 20 Personen beschäftigen und wenn dabei das gesamte Anlagevermögen des Betriebs oder alle Gesellschaftsanteile übergeben werden.

In diesem Fall sind die zulässigen Investitionen die Investitionen in unbeweglichen Gütern, die Realinvestitionen und die (auf Patente und Lizenzen beschränkten) immateriellen Investitionen, deren Wert aufgrund ihres Buchwertes ermittelt wird.

Der Übergebende darf keine Anteile oder Aktien in dem übernommenen Geschäft besitzen.

KAPITEL IV. — Bedingungen für die Förderungswürdigkeit des Antrags

Art. 6. § 1. Die Betriebe, die eine Prämie beantragen, müssen den für die Ausübung ihrer Tätigkeit geltenden gesetzlichen Bestimmungen sowie den steuerlichen, sozialen und umweltbezogenen Rechtsvorschriften und Regelungen entsprechen.

Die Betriebe müssen außerdem alle in dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über Buchhaltung und Jahresabschlüsse von Unternehmen aufgeführten Bestimmungen in bezug auf die Buchhaltung und die Jahresabschlüsse einhalten.

§ 2. Mit Ausnahme der Betriebe, die bis zu 20 Personen beschäftigen und finanziell unabhängig sind, kann eine Prämie den Betrieben gewährt werden, die :

- im Laufe der zwei Rechnungsjahre vor der Einreichung der Akte bzw. vor der Erlaubnis zum Beginn des Investitionsprogramms einen Betriebsverlust verzeichnet haben, der den Betrag der Abschreibungen und Wertverminderungen auf Gründungskosten, auf Sach- und immaterielle Anlagen übersteigt;
- wegen Verlusten vor dem Tag des Abschlusses des der Einreichung der Akte bzw. der Erlaubnis zum Beginn des Investitionsprogramms vorangehenden Rechnungsjahres ein auf einen Betrag von weniger als zwei Drittel des Kapitals reduziertes Nettoaktivvermögen aufweisen.

Diese Bestimmung gilt nicht für die Betriebe, die seit weniger als drei Jahren gegründet sind.

Dies gilt ebenfalls, wenn der betreffende Betrieb einen von der Exekutive genehmigten Umstrukturierungsplan vorgelegt hat.

Art. 7. § 1. Die Akten der Betriebe, die bis zu 50 Personen beschäftigen und deren Investitionsprogramm nicht 50 Millionen belgische Franken übersteigt, müssen binnen höchstens drei Monaten nach Beginn des Investitionsprogramms bei der Verwaltung eingereicht werden.

In Abweichung von Artikel 1 versteht man unter « Beginn des Investitionsprogramms » das Datum der ersten Rechnung.

§ 2. Die Betriebe, die mehr als 50 Personen beschäftigen oder deren Investitionsprogramm 50 Millionen belgische Franken übersteigt, müssen vor Inangriffnahme des Investitionsprogramms einen vorherigen Antrag auf Erlaubnis einreichen.

Die endgültige Akte muß binnen sechs Monaten nach dem Datum der Erlaubnis zum Beginn des Investitionsprogramms eingereicht werden.

Außer in einem hinreichend gerechtfertigten Fall verliert der Betrieb die ihm gewährte Prämie, wenn er binnen der in gegenseitigem Einvernehmen zwischen der Region und dem Betrieb vorgesehenen Frist weniger als 80 % des zugelassenen Investitionsprogramms verwirklicht.

Bevor jeglicher Beschluß zur Gewährung einer Prämie gefaßt wird, kann der Minister oder der zu diesem Zweck beauftragte Beamte auf einen hinreichend gerechtfertigten Antrag des Betriebs hin zusätzliche Investitionen zum eingereichten Programm annehmen.

Der Minister bzw. der zu diesem Zweck beauftragte Beamte kann auf einen vorherigen und hinreichend gerechtfertigten Antrag hin eine Änderung des für die Beihilfe zugelassenen Programms erlauben.

Art. 8 Das Investitionsprogramm muß binnen sechs Monaten nach der Erlaubnis zum Beginn des Investitionsprogramms oder gegebenenfalls vor Einreichung der Akte bei der Verwaltung begonnen haben.

Nach Ablauf dieser Frist wird die Erlaubnis zum Beginn des Investitionsprogramms oder, gegebenenfalls, des Beschlusses, mit dem die Beihilfe gewährt wird, annulliert.

Das Investitionsprogramm muß spätestens vier Jahre nach dem Tag der Einreichung der Akte bzw. der Erlaubnis zum Beginn des Programms beendet sein.

Wenn es Investitionen in Immobilien betrifft, müssen die entsprechenden Immobilien, sobald die Arbeiten beendet sind und auf jeden Fall binnen vier Jahren nach Einreichung der Akte bzw. nach Erlaubnis zum Beginn des Programms zu beruflichen Zwecken benutzt werden.

Der Minister oder der zu diesem Zweck beauftragte Beamte kann diese Fristen aus hinreichend gerechtfertigten Gründen verlängern.

KAPITEL V. — Kriterien für die Gewährung und die Höhe der Prämie

Art. 9. Zur Festlegung der Intensität der Prämie werden die Investitionen unbeschadet der Beachtung der durch das Gemeinschaftsrecht festgelegten Regelungen und Rahmen in bezug auf gewisse Gewerbezweige in der Industrie und in der Landwirtschaft in eine Gruppe eingestuft, die nach der Art des Zweiges, für den sie bestimmt ist, ermittelt wird.

In Gruppe A werden die Investitionen, die im Rahmen von Produktions- oder Verarbeitungszweigen getätigt werden, die in Klasse 05.02 und in den Klassen 15 bis 22, 23.1, 23.2, 24 bis 36 und 72.2 des NACE-Verzeichnisses aufgeführt sind, und die Investitionen zur logistischen Unterstützung der transportunternehmen oder diejenigen in bezug auf die kombinierten transporte eingestuft.

In Gruppe B werden die Investitionen eingestuft, die im Rahmen folgender Tätigkeiten vorgenommen werden :

1. der in den Klassen 13 und 14 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Gewinnung
2. der gartenbaulichen, forstwirtschaftlichen Tätigkeiten, der Holzgewinnung, der Baumschulen, die in den Klassen 01.12 und 02 des NACE-Verzeichnisses aufgeführt sind,
3. des Großhandels, der in den Klassen 37 und 51.2 bis 51.7 des NACE-Verzeichnisses aufgeführt ist,
4. der Dienstleistungen (Erbringung von Dienstleistungen an Betriebe), die in den Klassen 01.4, 60.25, 61, 62, 63.1, 63.2, 63.4, 64.12, 64.2, 72.5, 72.6 und 74 des NACE-Verzeichnisses aufgeführt sind,
5. der Datenverarbeitung, die in den Klassen 72.1, 72.3 und 72.4 des NACE-Verzeichnisses aufgeführt ist,
6. der Tätigkeiten des Baugewerbes, die in den Klassen 45.1 bis 45.4 des NACE-Verzeichnisses aufgeführt sind,
7. des Fremdenverkehrsgewerbes, und zwar der Betreuung von Hotels (Rubrik 55.1 des NACE-Verzeichnisses), von Feriendörfern, von Vergnügungsparks, der Nutzung von touristischen Sehenswürdigkeiten.

Der Minister bestimmt die Gruppe, in die ein Betrieb fällt, dessen Tätigkeit nicht eindeutig zu einer der oben definierten Gruppen gehören sollte.

Art. 10. § 1. Die Höhe der Prämie, die den Betrieben gewährt wird, die bis zu 20 Personen beschäftigen und finanziell unabhängig sind, wird wie folgt ermittelt :

	Gruppe A	Gruppe B
Grundbeihilfe	12 %	8 %
Ersteinrichtung	3 %	3 %
Bedeutung des Zweiges	0 bis 3 %	0 bis 2 %

Die natürlichen Personen oder die Gesellschaften können nur einmal in den Genuß des Kriteriums « Ersteinrichtung » kommen.

§ 2 Die Höhe der Prämie, die den Betrieben, die 21 bis 50 Personen beschäftigen, sowie den Betrieben, die bis zu 20 Personen beschäftigen und finanziell nicht unabhängig sind, gewährt wird, wird wie folgt ermittelt :

	Gruppe A	Gruppe B
Grundbeihilfe	4 %	2 %
Schaffung von Arbeitsplätzen	0 bis 8 %	0 bis 8 %
Bedeutung des Zweiges	0 bis 3 %	0 bis 2 %
Entw. des Wertzuwachses/Arbeitsplatz	0 bis 3 %	0 bis 3 %

1. Die Höhe der aufgrund der Schaffung von Arbeitsplätzen gewährten Prämie wird in Anwendung folgender Tabelle ermittelt :

Schaffung von Arbeitsplätzen	% Beihilfe
1	1
von 2 bis 4	2
von 4 bis 7	3
von 7 bis 10	4
von 10 bis 15	5
von 15 bis 20	6
von 20 bis 25	7
mehr als 25	8

Die aufgrund dieser Tabelle ermittelte Höhe der Prämie gilt ebenfalls für Betriebe, die Arbeitsplätze abbauen. In diesem Fall erhalten sie eine Strafe, die dem bei der Schaffung von Arbeitsplätzen vorgesehenen positiven Koeffizienten entspricht.

Die Prämie, die in Anwendung dieses Kriteriums gewährt wird, wird aufgrund eines Maximums von 20 Millionen belgische Franken Investitionen pro neuen Arbeitsplatz berechnet.

2. Die Intensität der Prämie, die in Anwendung des Kriteriums « Wertzuwachs pro Arbeitsplatz » gewährt wird, hängt ab von der Differentialentwicklung des Wertzuwachses pro Arbeitsplatz nach den zwei Jahren, die dem Ende des Investitionsprogramms folgen.

Die auf diese Weise gewährte Prämie wird 0,75 - 1,50 - 2,25 oder 3 % betragen je nach dem, ob die Steigerung des Wertzuwachses pro Arbeitsplatz nach der Investition im Verhältnis zu der Lage vor der Investition 10, 15, 20 oder 25 % beträgt.

Der Wertzuwachs ist der um die Versorgung mit Waren und um die verschiedenen Dienstleistungen und Güter verringerte (Rubrik 70 des Kontenplans minus Rubriken 60 und 61) Umsatz.

Bei der Errichtung von Betrieben wird dieses Kriterium nicht angewandt, und es wird automatisch eine Pauschalprämie von 3 % gewährt.

§ 3 Die Höhe der Prämie für Betriebe, die mehr als 50 Personen beschäftigen, sowie für die Errichtung von Betrieben mit mindestens 50 Arbeitsplätzen wird wie folgt ermittelt :

	Gruppe A	Gruppe B
Grundbeihilfe	4 %	2 %
Schaffung von Arbeitsplätzen	0 bis 8 %	0 bis 8 %
Bedeutung des Zweiges	0 bis 3 %	0 bis 2 %
Entw. des Wertzuwachses/Arbeitsplatz	0 bis 3 %	0 bis 3 %

1. Die Höhe der aufgrund der Schaffung von Arbeitsplätzen gewährten Prämie wird nach folgender Tabelle ermittelt :

(2)	(1)	50 bis 75	75 bis 120	120 bis 180	180 bis 250
von 5 bis 10		4	3	2	1
von mehr als 10 bis 15		5	4	3	2
von mehr als 15 bis 20		6	5	4	3
von mehr als 20 bis 25		7	6	5	4
von mehr als 25 bis 30		8	7	6	5
von mehr als 30 bis 40		8	8	7	6
von mehr als 40 bis 50		8	8	8	7
mehr als 50		8	8	8	8

(1) Anfangspersonal

(2) Erhöhung im Verhältnis zum Anfangspersonal

Die nach dieser Tabelle ermittelte Höhe der Prämie gilt ebenfalls für die Betriebe, die Arbeitsplätze abbauen; in diesem Falle erhalten sie eine Strafe, die dem bei der Schaffung von Arbeitsplätzen vorgesehenen positiven Koeffizienten entspricht.

Bei der Schaffung von Betrieben beträgt die gewährte Beihilfe automatisch 8 %.

Die in Anwendung dieses Kriteriums gewährte Prämie wird aufgrund eines Maximums von 20 Millionen belgische Franken Investitionen pro neuen Arbeitsplatz berechnet.

2. Die Intensität der Prämie, die in Anwendung des Kriteriums « Wertzuwachs pro Arbeitsplatz » gewährt wird, hängt ab von der Differentialentwicklung des Wertzuwachses pro Arbeitsplatz nach den zwei Jahren, die dem Ende des Investitionsprogramms folgen.

Die auf diese Weise gewährte Prämie wird 0,75 - 1,50 - 2,25 oder 3 % betragen je nach dem, ob die Steigerung des Wertzuwachses pro Arbeitsplatz nach der Investition im Verhältnis zu der Lage vor der Investition 10, 15, 20 oder 25 % beträgt.

Der Wertzuwachs ist der um die Versorgung mit Waren und um die verschiedenen Dienstleistungen und Güter verringerte (Rubrik 70 des Kontenplans minus Rubriken 60 und 61) Umsatz.

Bei der Errichtung von Betrieben wird dieses Kriterium nicht angewandt, und es wird automatisch eine Pauschalprämie von 3 % gewährt.

§ 4. Die Vorgänge, die sich aus der Änderung der Rechtsform von bestehenden Betrieben ergeben, werden nicht als Errichtungen von Betrieben im Sinne der §§ 2 und 3 betrachtet. Gemeint sind insbesondere die Fusionen, die Aufspaltungen, die Übernahmen und die Gründungen von Tochterbetrieben.

In diesem Fall erfolgt die Berechnung der Erhöhung der Arbeitsplätze auf der Grundlage der effektiven Beschäftigtenzahl der vor der Errichtung des neuen Rechtsgebildes bestehenden Betriebe.

Ebenso werden für die Ermittlung des zusätzlichen Personals nicht die Personalmitglieder berücksichtigt, die vorher in den Betrieben beschäftigt waren, mit denen der Antragsteller direkt oder indirekt irgendwie verflechtet ist oder deren Tätigkeit er ganz oder teilweise fortführt.

Ferner wird für die Ermittlung des zusätzlichen Personals das gesamte Personal berücksichtigt, das in den in der Wallonischen Region gelegenen Betrieben eingesetzt wird.

§ 5. Unter « Bedeutung des Zweiges » versteht man die qualitativen Aspekte des Investitionsprogramms, die insbesondere unter folgenden Gesichtspunkten bewertet werden :

— Der Wirtschaftszweig, in den die Tätigkeit des Betriebs fällt, ist ein Spitzenzweig oder wird für die Region als wesentlich betrachtet;

- dem innovierenden Charakter des Projektes - den Bestrebungen des Betriebs auf dem Gebiet der Forschung-Entwicklung;
- den Bestrebungen zur technologischen Anpassung des Betriebs;
- der Benutzung sauberer Technologien.

Wenn das Investitionsprogramm einen innovierenden Charakter aufweist, wird automatisch eine Pauschalbeihilfe von 3 % für die in die Gruppe A fallenden Investitionen und von 2 % für die in die Gruppe B fallenden Investitionen gewährt.

Der Minister bestimmt die Art und Weise, wie die Akten in Anwendung dieses Kriteriums bewertet werden.

§ 6. Die Prämie kann nur gewährt werden, wenn ihre Höhe mindestens 5 % erreicht.

§ 7. Je nach der Intensität des für das Investitionsprogramm einzusetzenden Kapitals kann der Minister den Betrag der zu gewährenden Prämie ganz oder teilweise begrenzen. In diesem Fall wird das in § 6 erwähnte erforderliche Minimum nicht berücksichtigt.

Wenn die Höhe der Prämie nach Anwendung eines negativen Koeffizienten für das Kriterium « Schaffung von Arbeitsplätzen » unter dem in § 6 erwähnten erforderlichen Minimum liegt, kann die Prämie jedoch erteilt werden.

§ 8. Der Beschluß zur Gewährung der Prämie gewinnt Gestalt durch eine Mitteilung des Beschlusses an den Betroffenen oder durch eine Vereinbarung mit dem Betrieb, in der alle Sonderbedingungen aufgeführt sind.

Art. 11. Das Anfangspersonal für das Kriterium « Entwicklung der Beschäftigtenzahl » besteht aus der durchschnittlichen Beschäftigtenzahl der vier Quartale vor der Erlaubnis zum Beginn des Investitionsprogramms bzw. vor der Einreichung der Akte.

Das Anfangspersonal für das Kriterium « Wertzuwachs pro Arbeitsplatz » besteht aus der durchschnittlichen Beschäftigtenzahl des Rechnungsjahres vor der Erlaubnis zum Beginn des Investitionsprogramms bzw. vor Einreichung der Akte.

KAPITEL VI. — *Zusätzliche Beihilfe für die Betriebe, die in einem Entwicklungsgebiet gelegen sind*

Art. 12. Der für das Kriterium « Schaffung von Arbeitsplätzen » im Sinne der §§ 2 und 3 des Artikels 10 vorliegenden Erlasses berücksichtigte Satz wird für die Investitionsprojekte, die in den in Anwendung von Artikel 11 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 abgegrenzten Entwicklungsgebieten durchgeführt werden, unter Beachtung der in dem Gesetz festgesetzten Höchstbeträge um 50 % erhöht.

KAPITEL VII. — *Sonderregelung in bezug auf den Zweig der parteigebundenen Presse*

Art. 13. Die Verlage der parteigebundenen Tages- oder Wochenpresse können eine Beihilfe erhalten, die 15 % des Betrags des zugelassenen Investitionsprogramms entspricht.

Die Artikel 9, 10, 11, 17 Absätze 2, 3, 4 und 5 sowie Artikel 18 gelten für diese Verlage nicht, wenn ihnen die besagte Beihilfe gewährt wird.

KAPITEL VIII. — *Befreiung vom Immobilienvorabzug*

Art. 14. § 1. Die Betriebe, die bis zu 20 Personen beschäftigen und finanziell unabhängig sind, können vom Immobilienvorabzug befreit werden :

- für einen Zeitraum von fünf Jahren zugunsten der Investitionsprogramme, die Betriebe der Gruppe A durchführen,
- für einen Zeitraum von drei Jahren zugunsten der Investitionsprogramme, die Betriebe der Gruppe B durchführen.

§ 2. Die Betriebe, die bis zu 20 Personen beschäftigen und finanziell nicht unabhängig sind, sowie diejenigen, die 21 bis 250 Personen beschäftigen, können vom Immobilienvorabzug befreit werden :

- für einen Zeitraum von 3 Jahren zugunsten der Investitionsprogramme, die keine Reduzierung der Arbeitsplätze herbeiführen,
- für einen Zeitraum von 4 Jahren zugunsten der Investitionsprogramme, die eine Erhöhung des Personalbestands von 10 bis 20 % herbeiführen,
- für einen Zeitraum von 5 Jahren zugunsten der Investitionsprogramme, die mit der Errichtung eines Betriebs verbunden sind oder die eine Erhöhung des Personalbestands von mehr als 20 % herbeiführen.

KAPITEL IX. — *Auszahlung und Kontrolle*

Art. 15. Die Prämie wird ausgezahlt, nachdem der Betrieb den Auszahlungsantrag, in dem der erreichte Stand der Ausführung des Investitionsprogramms angegeben ist, gestellt hat und den Nachweis erbracht hat, daß er die in Artikel 6 § 1 Absatz 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Bedingungen eingehalten hat.

Art. 16. § 1. Für die zulässigen Investitionsprogramme von weniger als 5 Millionen belgische Franken oder mit einer Ausführungsdauer von höchstens einem Jahr darf der Antrag auf Auszahlung der Prämie erst nach Ausführung des gesamten Investitionsprogramms gestellt werden.

§ 2. Für die zulässigen Investitionsprogramme von 5 bis 250 Millionen belgische Franken kann der Betrieb frühestens ein Jahr nach Beginn des Investitionsprogramms und nachdem mindestens 50 % davon durchgeführt worden sind, die Auszahlung der Hälfte der Prämie beantragen.

Die Auszahlung des Restbetrags der Prämie darf der Betrieb erst beantragen, nachdem das gesamte Investitionsprogramm ausgeführt ist.

§ 3. Für die zulässigen Investitionsprogramme über 250 Millionen belgische Franken kann der Betrieb die Auszahlung der Hälfte der Prämie beantragen, nachdem mindestens 35 % des Investitionsprogramms ausgeführt sind.

Die Auszahlung des Restbetrags der Prämie darf der Betrieb erst beantragen, nachdem das gesamte Investitionsprogramm ausgeführt ist, und zwar frühestens zwei Jahre nach Beginn des besagten Programms.

Art. 17. Jegliche Auszahlung der Prämie erfolgt erst, nachdem die Verwaltung die Ausführung des Investitionsprogramms kontrolliert hat, und zwar ungeachtet seines Betrags. Diese Kontrolle kann entweder aufgrund der vom Betrieb übermittelten Belege oder vor Ort vorgenommen werden.

Die Verwaltung kontrolliert ebenfalls die effektive Erreichung der Ziele, die der Betrieb bezüglich der Beschäftigtenzahl und des Wertzuwachses gesetzt hat.

Diese Ziele müssen spätestens zwei Jahre nach Beendigung des Investitionsprogramms erreicht sein.

Wenn diese Ziele nicht innerhalb der erforderlichen Frist erreicht sind, wird die entsprechende Beihilfe zurückgezogen.

Wenn aus den auf diese Weise erfolgten Berechnungen hervorgeht, daß die Höhe der Prämie unter 5 % liegt, muß die gesamte Prämie zurückerstattet werden.

Art. 18. Nach Auszahlung der gesamten Prämie läßt der Betrieb der Verwaltung jedes Jahr die vollständigen Bescheinigungen oder Erklärungen des L.A.S.S. der sechzehn Quartale zukommen, die der Ausführung des Investitionsprogramms oder die dem Tag folgen, an dem die Bedingung in bezug auf die Beschäftigtenzahl erfüllt sein muß.

Art. 19. Die Verwaltung kann auf jeden Fall eine Kontrolle innerhalb der Betriebe vornehmen, die eine Prämie erhalten haben. Diese Kontrolle kann erfolgen, sobald ein günstiger Beschluß gefaßt worden ist, und zwar bis zu dem Zeitpunkt, wo der Betrieb keine Verpflichtungen gegenüber der Region mehr hat.

Art. 20. § 1. Gemäß dem Königlichen Erlaß vom 25. September 1972 zur Regelung der Information der Betriebsräte in Ausführung von Artikel 37 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung muß die Mitteilung des Beschlusses bzw. die Vereinbarung angeben, welche Informationen die Arbeitnehmer erhalten sollen.

§ 2. Eine statistische Information über die gewährten Beihilfen wird dem Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region jedes Quartal übermittelt.

Art. 21. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die KMB gehören, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 22. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Juli 1992 in Kraft.

Namur, dem 9. Juli 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAELS

VERTALING

N. 92 — 2224

[C — 27349]

9 JULI 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot uitvoering van de artikelen 32.2., 32.4 en 32.7. van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 juni 1989;

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

Gelet op het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

Gelet op het advies van de inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980 en bij de wetten van 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat, bij het naderen van de Unieke Markt van 1993, het noodzakelijk is het begrip van kleine en middelgrote ondernemingen te verruimen om ze doen overeen te stemmen met de op Europees vlak aangenomen dimensie;

Overwegend dat het noodzakelijk is meer verscheidenheid te brengen in het Waalse industrieel net en dat, aangezien de situatie van de arbeidsmarkt, het hoogdringend is de ontwikkeling van de kleine en middelgrote ondernemingen in de zones van het Waalse Gewest zo vlog mogelijk te bevorderen want door hun groot aantal zouden zij kenmerkend bijdragen tot het scheppen van nieuwe activiteiten en arbeidsplaatsen;

Overwegend dat de Executieve duurzame ontwikkelingsdoelinden en het scheppen van werkplaatsen in de ondernemingen die investeringsprogramma's uitvoeren wenst te bevorderen;

Op de voordracht van de Voorzitter van de Executieve, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— de wet : de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

— de Minister : de minister tot wiens bevoegdheid de KMO's behoren;

— de administratie : de algemene directie van economie en tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

— investeringsprogramma : een geheel van verrichtingen en uitgaven die verplichtend opgenomen moeten worden in de activa van de balans, in de rubriek « Vaste activa »;

— premie : de investeringspremie bedoeld in artikel 32.4 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

— begin van het investeringsprogramma : de datum van de eerste bestelling;

— tewerkstelling : het personeel aangeworven met een arbeidsovereenkomst, onderworpen aan het R.S.Z., omgerekend in voltijdse equivalenten en aangesteld bij een exploitatiezetel in het Waalse Gewest;

— financieel zelfstandig, de onderneming die geleid wordt door een of meerdere natuurlijke personen die de kapitaalmeerderheid bezitten en die allen er hun hoofdbron van beroepsinkomen hebben;

— eerste vestiging, de situatie van, enerzijds, een natuurlijke persoon die de leeftijd van 35 jaar niet overschreden heeft op het ogenblik van de indiening van het dossier en waarvan de inschrijving in hoofdzaak bij het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen niet ouder is dan vierentwintig maanden op de datum van de indiening van het dossier en, anderzijds, de vennootschappen waarvan het kapitaal ten belope van minimum 75 % nominatief in het bezit is van een of meerdere natuurlijke personen die de leeftijd van 35 jaar niet overschreden hebben op het ogenblik van de indiening van het dossier en waarvan de inschrijving in hoofdzaak bij het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen niet ouder is dan vierentwintig maanden op de datum van de indiening van het dossier en voor zover een dezer personen het dagelijks beheer van de vennootschap vervult;

- NACE-code : de code betreffende de nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap zoals bepaald bij de verordening (E.E.G.) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990.

HOOFDSTUK II. — Toepassingsgebied

Art. 2. § 1. De premie kan enkel toegekend worden aan ondernemingen die niet meer dan 250 personen tewerkstellen en waarvan de jaarlijkse omzet niet meer dan 20 miljoen ecu's bedraagt.

Het bedrag van 20 miljoen ecu's wordt jaarlijks aangepast naar gelang de evolutie van de gemiddelde index van de verbruikersprijzen gedurende de afgelopen periode.

§ 2. Komen enkel in aanmerking de investeringsprogramma's die voorgesteld zijn door iedere natuurlijke persoon of iedere in handelsvennootschap opgerichte rechtspersoon binnen de in § 1 vastgestelde grenzen of door een afdeling of exploitatie-zetel die deeluitmaakt van deze rechtspersonen en die in het Waalse Gewest gevestigd is.

§ 3. Kunnen enkel een premie genieten de in aanmerking komend investeringsprogramma's van een bedrag dat minstens gelijk is aan het gemiddelde van de aflossingen, eventueel opnieuw berekend volgens de lineaire wijze tegen de normale rentevoet, van de drie belastingsjaren voorafgaand de indiening van het dossier of de machtiging het investeringsprogramma te starten.

Deze bepaling is niet toepasselijk op de financieel zelfstandige ondernemingen die tot 20 personen tewerkstellen.

De berekening van het gemiddelde van de aflossingen kan, in voorkomend geval, bepaald worden op basis van de aflossingen alleen verricht door de exploitatiezetel of door de afdeling waar het ingediend investeringsprogramma betrekking op heeft.

Voor de ondernemingen die tot 20 personen tewerkstellen en die financieel zelfstandig zijn, is de drempel vastgelegd op 1, 750 miljoen BEF en wordt hij herleid tot 1,250 miljoen BEF indien het investeringsprogramma uitgevoerd wordt door personen die recht hebben op het criterium « eerste vestiging ».

Voor de ondernemingen van 21 tot 50 personen, alsook voor de ondernemingen die tot 20 personen tewerkstellen en die financieel niet zelfstandig zijn, is de drempel vastgelegd op 5 miljoen BEF.

Voor de ondernemingen van 51 tot 100 personen is de drempel vastgelegd op 10 miljoen BEF.

Voor de ondernemingen van 101 tot 150 personen is de drempel vastgelegd op 15 miljoen BEF.

Voor de ondernemingen van 151 personen en meer is de drempel vastgelegd op 20 miljoen BEF.

De drempels worden jaarlijks aangepast naar gelang de evolutie van de gemiddelde index van de verbruikersprijzen gedurende de afgelopen periode.

Art. 3. Er dient te worden verstaan onder activiteiten die uitgesloten zijn krachtens § 2, tweede lid, van artikel 32.2, van de wet :

— in punt 1 van dit lid, de activiteiten opgenomen in de klassen 65 tot 67 en 70 van de NACE-code;

— in punt 2 van dit lid, de activiteiten opgenomen in de klassen 10, 11.1, 12, 23.3, 40 en 41 van de NACE-code;

— in punt 3 van dit lid, de activiteiten opgenomen in klasse 80 van de NACE-code, alsook elke onderneming waarvan de activiteit bestaat uit het verlenen van opleidingscursussen of het inrichten van werkcolleges, ongeacht hun aard;

— in punt 4 van dit lid, de activiteiten opgenomen in klasse 85 van de NACE-code, alsook de laboratoria van medische analyse, de rusthuizen of rustoordelen voor bejaarden en de paramedische beroepen zoals apothekers-assistent, audiologie, diëtetiek, ergotherapie, medische prentenhandel, kinesiterapie en fysiotherapie, logopedie, orthese, bandage en prothese, optometrie en optiek, orthoptie, podologie en tandprothese;

— in punt 5 van dit lid, de activiteiten opgenomen in klasse 92 van de NACE-code, uitgezonderd de pretparken, vakantiedorpen en uitbatingen van touristische bezienswaardigheden;

— in punt 6 van dit lid, de vrije beroepen en door deze personen opgerichte verenigingen die geen rechtstreeks verband hebben met de economische activiteit van de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 4. Worden bovendien uitgesloten van het voordeel van de tegemoetkomingen voorzien in de artikelen 32.4 tot 32.8 van de wet, de aan de particulieren dienstverleningsactiviteiten zoals :

— de activiteiten van handelsbemiddeling (klasse 51.1 van de NACE-code), alsook de kleinhandel (klassen 50 en 52 van de NACE-code) met uitzondering van de investeringen bestemd voor de productie- en verwerkingsactiviteiten;

— de groothandelssector met uitzondering van de distributiecentra;

— de bedrijfsrevisoren en accountants, als vrij beroep met een rechtstreeks verband met de economische activiteit van de kleine en middelgrote ondernemingen;

— de kampeerterreinen, restaurants, drankgelegenheden, kantines (klassen 55.2 tot 55.5 van de NACE-code);

— de verhuur van roerende goederen (klasse 71 van de NACE-code);

— de parkingsuitbatingsondernemingen;

— de reisbureaus (klasse 63.3 van de NACE-code);

— het reizigersvervoer volgens een dienstregeling of niet, opgenomen in de klassen 60.21 tot 60.24 van de NACE-code, uitgezonderd het luchtvervoer;

— de in klasse 93 van de NACE-code opgenomen diensten aan particulieren;

— de persoonlijke en huishoudelijke diensten, alsook de kleutererèches, de dierenpensions en al hetgeen betrekking heeft op huisdieren.

HOOFDSTUK III. — Aanvaardbare investeringen

Art. 5. § 1. Alleen de investeringen in terreinen en gebouwen, de investeringen van nieuw aangeworven of gesteld materieel en de hierna vermelde immateriële investeringen kunnen aanleiding geven tot een premie.

De bijkomende kosten betreffende een materiële investering volgen de behandeling van de materiële investering, uitgezonderd de in klas 20 van het genormaliseerd minimum boekhoudplan opgenomen oprichtingskosten, waarmee geen rekening gehouden wordt.

Voor zover zij geen recht op bijstand hebben overeenkomstig het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën, kunnen de volgende immateriële investeringen in aanmerking komen :

- de bewerking van prototypes, nieuwe producten of nieuwe fabricatieprocédés;
- de markt- en organisatiestudies;
- de uitgaven voor de commercialisatie van nieuwe producten;
- de aanschaffing van know-how, vergunningen, concessies en merken, alsook de aanschaffing en de indiening van octrooien.

In ingediende en behoorlijk gestaafde afwijking kan het opnieuw geconditioneerd materieel gesubsidieerd worden, indien het een investering van overwegend belang voor de onderneming is.

Onder opnieuw geconditioneerd materieel dient te worden verstaan het materieel dat volledig vernieuwd wordt en dat in het bijzonder aangepast wordt aan de behoeften van de onderneming.

§ 2. De volgende investeringen komen niet in aanmerking :

- de stocks, de goodwill, de cliënteel, het uithangbord, het sleutelgeld, het afsluiten van een pachtcontract, de aankoop van aandelen;
- het tweedehands materieel of meubilair;
- het tentoonstellings- en demonstratie materieel of meubilair;
- de voertuigen waarvan de nuttige last minder dan 3,5 Ton bedraagt, alsook de vliegtuigen, luchtvaartuigen en helikopters;
- de met statiegeld belaste verpakkingen;
- de wisselstukken;
- de conciërgewoningen;
- de modelvilla's;
- de investeringen bestemd voor de verhuring;
- de investeringen van zuivere vervanging.

§ 3. Een bijstand kan verleend worden voor de overname van ondernemingen die tot 20 personen tewerkstellen en waarvan de activiteit in groep A geklasseerd is zoals bepaald in artikel 9 wanneer zij gedaan worden door financieel zelfstandige ondernemingen die tot 20 personen tewerkstellen en wanneer zij betrekking hebben op de volledige overdracht van de vaste activa van de onderneming of van alle aandelen in een vennootschap.

In dat geval zijn de aanvaardbare investeringen de onroerende, materiële en immateriële investeringen (beperkt tot de octrooien en vergunningen) geraamd op basis van de boekwaarde.

De overdrager mag geen aandelen in de overgenomen zaak bezitten.

HOOFDSTUK IV. — Voorwaarden voor het in aanmerking komen van de aanvraag

Art. 6. § 1. De ondernemingen die een premie aanvragen moeten in orde zijn met de wettelijke bepalingen die de uitoefening van hun activiteit regelen, alsook met de fiscale, sociale en milieuwetgevingen en reglementeringen.

De ondernemingen moeten bovendien alle bepalingen betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen vermeld in de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen naleven.

§ 2. Uitgezonderd de financieel zelfstandige ondernemingen die tot 20 personen tewerkstellen, hebben geen recht op een premie, de ondernemingen die :

- tijdens de twee boekjaren die de toelating tot het starten van het investeringsprogramma voorafgaan, een exploitatieverlies ondergaan hebben dat hoger is dan het bedrag van de afschrijvingen en waardeverminderingen van de inrichtingskosten en van de materiële en immateriële vaste activa;
- ten gevolge van verliezen op de sluitingsdatum van het boekjaar voorafgaand het starten van het investeringsprogramma een netto actief vertonen dat verminderd is tot een bedrag dat lager is dan twee derden van het kapitaal.

Deze bepaling is niet van toepassing op de sinds minder dan drie jaar opgerichte ondernemingen.

Hetzelfde geldt indien de betrokken onderneming een door de Executieve goedgekeurd herstructureringsplan voorgelegd heeft.

Art. 7. § 1. De dossiers van de ondernemingen die tot 50 personen tewerkstellen en waarvan het investeringsprogramma niet hoger is dan 50 miljoen BEF moeten bij de administratie ingediend worden binnen een termijn van maximum drie maanden met ingang van de datum van het begin van het investeringsprogramma.

In afwijking van artikel 1 wordt verstaan onder begin van het investeringsprogramma de datum van de eerste faktuur.

§ 2. De ondernemingen die meer dan 50 personen tewerkstellen of waarvan het investeringsprogramma meer dan 50 miljoen BEF bedraagt, moeten een toelatingsaanvraag indienen voor dat zij hun investeringsprogramma starten.

Het definitief dossier moet ingediend zijn binnen een termijn van zes maanden met ingang van de datum waarop de machtiging verleend werd om het investeringsprogramma te starten.

Behalve in behoorlijk gerechtvaardigde gevallen, indien de onderneming minder dan 80 % van het toegelaten investeringsprogramma verwezenlijkt binnen de termijn overeengekomen met het Gewest en de onderneming, verliest zij het voordeel van de haar toegekende premie.

Vr elke toekenningsbeslissing en op behoorlijk gerechtvaardigde aanvraag van de onderneming, kan de Minister of de daarvoor gemachtigde ambtenaar bijkomende investeringen voor het ingediend investeringsprogramma aanvaarden.

De Minister of de daarvoor gemachtigde ambtenaar kan, op voorafgaande en behoorlijk gerechtvaardigde aanvraag, een wijziging aanvaarden van het programma dat aanleiding geeft tot het toekennen van tegemoetkomingen.

Art. 8. Het investeringsprogramma moet begonnen zijn binnen een termijn van zes maanden met ingang van de datum waarop het starten van het investeringsprogramma toegelaten werd of, eventueel, vanaf de indiening van het dossier bij de administratie.

Bij het verloop van deze termijn wordt de toelating tot het starten van het investeringsprogramma of, eventueel, de beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming geannuleerd.

Het investeringsprogramma moet beëindigd zijn ten laatste vier jaar na de datum van de indiening van het dossier of van de toelating tot het starten van het investeringsprogramma.

Indien het investeringsprogramma in onroerende goederen bevat, moeten de desbetreffende gebouwen gebruikt worden voor beroepsdoeleinden vanaf het einde van de werken en in elk geval binnen een termijn van vier jaar met ingang van de datum van de toelating om te beginnen.

De Minister of de daarvoor gemachtigde ambtenaar kan deze termijnen verlengen wegens behoorlijk gerechtvaardigde redenen.

HOOFDSTUK V. — Toekenningscriteria en niveau van de toegekende premie

Art. 9. Voor de bepaling van het bedrag van de toegekende premie, onverminderd de naleving van de reglementeringen en in het kader van het EG-recht dat sommige activiteitensectoren van de industrie en de landbouw beoogt, worden de investeringen in een bepaald groep gerangschikt volgens de aard van de activiteit waarvoor zij bestemd zijn.

Worden in groep A gerangschikt, de investeringen verricht in het kader van productie- of verwerkingsactiviteiten vermeld in klasse 05.02 en in de klassen 15 tot 22, 23.1, 23.2, 24 tot 36 en 72.2 van het NACE-code, alsook de investeringen voor de logistieke steun van de vervoerondernemingen of welke het gecombineerd vervoer beoogen.

Worden in groep B gerangschikt, de investeringen verricht in het kader van volgende activiteiten :

1. de winningsactiviteiten opgenomen in klassen 13 en 14 van het NACE-code;
2. de activiteiten van tuinbouw, bosbouw en exploitatie van bossen en boomkwekerijen vermeld in klassen 01.12 en 02 van het NACE-code;
3. de groothandelsactiviteiten opgenomen in klassen 37 en 51.2 tot 51.7 van het NACE-code;
4. de dienstenactiviteiten (dienstverleningen aan ondernemingen) opgenomen in klassen 01.4, 60.25, 61, 62, 63.1, 63.2, 63.4, 64.12, 64.2, 72.5, 72.6 en 74 van het NACE-code;
5. de activiteiten in verband met computers opgenomen in klassen 72.1, 72.3 en 72.4 van het NACE-code;
6. de activiteiten van de bouwnijverheidssector opgenomen in klassen 45.1 tot 45.4 van het NACE-code;
7. de activiteiten van de toeristische sector, met name de hotels (rubriek 55.1 van het NACE-code), de vacantiedorpen, de pretparken, de uitbatingen van toeristische bezienswaardigheden.

De minister bepaalt de groep waartoe een onderneming behoort waarvan de activiteit niet precies in een van de twee hierboven beschreven groepen ingedeeld kan worden.

Art. 10. § 1. Het bedrag van de premie toegekend aan financieel zelfstandige ondernemingen die tot 20 personen tewerkstellen wordt als volgt vastgesteld :

	Groep A	Groep B
Basishulp	12 %	8 %
Eerste vestiging	3 %	3 %
Belang van de activiteit	0 tot 3 %	0 tot 2 %

De natuurlijke personen of de vennootschappen kunnen slechts eenmaal recht hebben op het criterium « eerste vestiging ».

§ 2. Het bedrag van de premie toegekend aan ondernemingen die 21 tot 50 personen tewerkstellen, alsook aan de financieel niet zelfstandige ondernemingen die tot 20 personen tewerkstellen wordt als volgt vastgesteld :

	Groep A	Groep B
Basishulp	4 %	2 %
Scheppen van nieuwe betrekkingen	0 tot 8 %	0 tot 8 %
Belang van de activiteit	0 tot 3 %	0 tot 2 %
Evolutie toegevoegde waarde/ betrekking	0 tot 3 %	0 tot 3 %

1. Het bedrag van de premie toegekend overeenkomstig het scheppen van nieuwe betrekkingen wordt vastgesteld in toepassing van volgende tabel :

Scheppen van nieuwe betrekkingen	% van de tegemoetkoming
1	1
van 2 tot 4	2
van meer dan 4 tot 7	3
van meer dan 7 tot 10	4
van meer dan 10 tot 15	5
van meer dan 15 tot 20	6
van meer dan 20 tot 25	7
meer dan 25	8

Het overeenkomstig deze tabel vastgestelde premiebedrag is ook toepasselijk op de ondernemingen die het aantal betrekkingen verminderen. In dat geval wordt hun een boete opgelegd, die gelijk is aan het positief coëfficiënt dat voorzien is wanneer nieuwe arbeidsplaatsen geschapen worden.

De bij toepassing van dit criterium toegekende premie wordt berekend op een maximum van twintig miljoen BEF investeringen per nieuwe arbeidsplaats.

2. Het bedrag van de krachtens het criterium « toegevoegde waarde per betrekking » toegekende premie is afhankelijk van de differentieële evolutie van de toegevoegde waarde per betrekking na het verloop van een periode van twee jaar na het einde van het investeringsprogramma.

De zodanig toegekende premie zal 0,75 - 1,50 - 2,25 of 3 % zijn naar gelang de verhoging van de toegevoegde waarde per betrekking na investering 10, 15, 20 of 25 % zal zijn ten opzichte van de toestand vóór de investering.

Men dient te verstaan onder toegevoegde waarde de omzet verminderd met de voorziening in handelsgoederen en diversegoederen en diensten (boekhoudingsrubriek 70 verminderd met de rubrieken 60 en 61).

In geval van ondernemingsoprichting is dit criterium niet toepasselijk en een vaste premie van 3 % zal automatisch toegekend worden.

§ 3. Het bedrag van de premie toegekend aan ondernemingen die meer dan 50 personen tewerkstellen, alsook voor de oprichting van ondernemingen met minstens 50 betrekkingen wordt als volgt vastgesteld :

	Groep A	Groep B
Basishulp	4 %	2 %
Scheppen van nieuwe betrekkingen	0 tot 8 %	0 tot 8 %
Belang van de activiteit	0 tot 3 %	0 tot 2 %
Evolutie toegevoegde waarde/ betrekking	0 tot 3 %	0 tot 3 %

1. Het bedrag van de premie toegekend overeenkomstig het scheppen van nieuwe betrekkingen wordt vastgesteld in toepassing van volgende tabel :

(2)	(1)	50 tot 75	75 tot 120	120 tot 180	180 tot 250
van 5 tot 10		4	3	2	1
van meer dan 10 tot 15		5	4	3	2
van meer dan 15 tot 20		6	5	4	3
van meer dan 20 tot 25		7	6	5	4
van meer dan 25 tot 30		8	7	6	5
van meer dan 30 tot 40		8	8	7	6
van meer dan 40 tot 50		8	8	8	7
meer dan 50		8	8	8	8

(1) Begineffectieg

(2) Verhoging ten opzichten van het begineffectieg.

Het overeenkomstig deze tabel vastgestelde premiebedrag is ook toepasselijk op de ondernemingen die het aantal betrekkingen verminderen; in dat geval wordt hun een boete opgelegd, die gelijk is aan het positief coëfficiënt dat voorzien is wanneer nieuwe arbeidsplaatsen geschapen worden.

In geval van ondernemingsoprichtingen bedraagt de toegekende tegemoetkoming automatisch 8 %.

De bij toepassing van dit criterium toegekende premie wordt berekend op een maximum van twintig miljoen BEF investeringen per nieuwe arbeidsplaats.

2. Het bedrag van de krachtens het criterium « toegevoegde waarde per betrekking » toegekende premie is afhankelijk van de differentieële evolutie van de toegevoegde waarde per betrekking na het verloop van een periode van twee jaar na het einde van het investeringsprogramma.

De zodanig toegekende premie zal 0,75 - 1,50 - 2,25 of 3 % zijn naar gelang de verhoging van de toegevoegde waarde per betrekking na investering 10, 15, 20 of 25 % zal zijn ten opzichte van de toestand vóór de investering.

Men dient te verstaan onder toegevoegde waarde de omzet verminderd met de voorziening in handelsgoederen en diversegoederen en diensten (boekhoudingsrubriek 70 verminderd met de rubrieken 60 en 61).

In geval van ondernemingsoprichting is dit criterium niet toepasselijk en een vaste premie van 3 % zal automatisch toegekend worden.

§ 4. Worden niet aanzien als ondernemingsoprichtingen in de zin van §§ 2 en 3, de verrichtingen die voortkomen uit de verandering van het juridisch statuut van bestaande ondernemingen. Worden onder meer bedoeld de verrichtingen van fusie, splitsing, opslorping en oprichting van dochtermaatschappijen.

In dat geval gebeurt de berekening van de tewerkstellingsverhoging op basis van de effectieve tewerkstelling van de ondernemingen die bestonden vóór de oprichting van de nieuwe juridische eenheid.

Voor de bepaling van het bijkomend personeel wordt op dezelfde wijze geen rekening gehouden met de personeelsleden die vroeger tewerkgesteld waren in de ondernemingen waarmee de aanvrager rechtstreeks of onrechtstreeks onderling afhankelijk is of waarvan hij de activiteit, geheel of ten dele, voortzet.

Voor de bepaling van het bijkomend personeel wordt er bovendien rekening gehouden met het geheel van het personeel tewerkgesteld in de in het Waalse Gewest gelegen exploitatiezetels.

§ 5. Men dient te verstaan onder belang van de activiteit, de kwalitatieve aspecten van het investeringsprogramma, beoordeeld onder meer volgens de hierna vermelde standpunten :

— de sector tot welke de activiteit van de onderneming behoort, spitssector of activiteit aanzien als hoofdzakelijk voor het Gewest;

— het innoverend karakter van het project;

— de inspanning van de onderneming inzake Research en Development;

— de inspanning van de onderneming voor technologische aanpassing;

— het gebruik van eigen technologieën.

Wanneer het investeringsproject een innoverend karakter heeft, wordt een vaste tegemoetkoming van 3 % automatisch toegekend aan de investeringen die tot groep A behoren en van 2 % aan welke tot groep B behoren.

De Minister stelt de beoordelingswijze vast van de dossiers bij toepassing van dit criterium.

§ 6. De premie wordt slechts toegekend indien haar niveau minstens 5 % bereikt.

§ 7. Naar gelang de capitalistische kracht van het investeringsprogramma kan de Minister het bedrag van de toe te kennen premie geheel of ten dele beperken. In dat geval wordt er geen rekening gehouden met het verplichte minimum bedoeld in § 6.

Wanneer het niveau van de premie lager is dan het in § 6 bedoelde vereist minimum ten gevolge van de toepassing van een negatief coëfficiënt voor het criterium « scheppen van betrekkingen », kan de tegemoetkoming toch toegekend worden.

§ 8. De toekenningsbeslissing wordt bevestigd in een met de onderneming afgesloten overeenkomst die alle bijzondere voorwaarden vermeldt.

Art. 11. Het beginniefactief betreffende het criterium « evolutie van de tewerkstelling » bestaat uit de gemiddelde tewerkstelling van de vier trimesters voorafgaand de toelating het investeringsprogramma te starten.

Het beginniefactief betreffende het criterium « toegevoegde waarde per betrekking » bestaat uit de gemiddelde tewerkstelling van het boekjaar voorafgaand de toelating het investeringsprogramma te starten.

HOOFDSTUK VI. — *Bijkomende hulp voor de in ontwikkelingszone gelegen ondernemingen*

Art. 12. Het in acht genomen percentage voor het criterium « scheppen van nieuwe betrekkingen » zoals voorzien in § 2 en 3 van artikel 10 van dit besluit is vermeerderd met 50 % voor de investeringsprojecten verwezenlijkt in ontwikkelingszones zoals bepaald overeenkomstig artikel 11 van de wet van 30 december 1970 mits de door de wet voorziene grenzen in acht worden genomen.

HOOFDSTUK VII. — *Bijzonder stelsel betreffende de sector van de opiniërs*

Art. 13. De uitvoerijen hetzij van dagelijkse hetzij van wekelijkse geschreven opiniërs kunnen recht hebben op een tegemoetkoming, die gelijk is aan 15 % van het bedrag van het toegelaten investeringsprogramma.

De artikelen 9, 10, 11, 17, 2de, 3de, 4de en 5de lid en het artikel 19 zijn niet van toepassing wanneer deze tegemoetkoming aan deze ondernemingen toegekend is.

HOOFDSTUK VIII. — *Vrijstelling van de onroerende voorheffing*

Art. 14. § 1. Voor de financieel zelfstandige ondernemingen die tot 20 personen tewerkstellen, kan de vrijstelling van de onroerende voorheffing toegestaan worden :

- voor een duur van 5 jaar ten voordele van investeringsprogramma's verricht door in groep A opgenomen ondernemingen;
- voor een duur van 3 jaar ten voordele van investeringsprogramma's verricht door in groep B opgenomen ondernemingen.

§ 2. Voor de financieel niet zelfstandige ondernemingen die tot 20 personen tewerkstellen alsook voor die van 21 tot 250 personen, kan de vrijstelling van de onroerende voorheffing toegestaan worden :

- voor een duur van drie jaar ten voordele van investeringsprogramma's die geen tewerkstellingsvermindering als gevolg hebben;
- voor een duur van vier jaar ten voordele van investeringsprogramma's die een verhoging van 10 tot 20 % van het effectief meebrengen;
- voor een duur van vijf jaar ten voordele van investeringsprogramma's die verbonden zijn aan de oprichting van een onderneming of wanneer zij een verhoging van het effectief van meer dan 20 % meebrengen.

HOOFDSTUK IX. — *Uitbetaling en controle*

Art. 15. De uitbetaling van de premie is onderworpen aan de aanvraag van de onderneming om uitbetaling, waarin de vorderingsstaat van de verwezenlijking van het investeringsprogramma aangegeven wordt en aan de voorlegging van het bewijs van naleving van de in artikel 6, § 1, van dit besluit vermelde voorwaarden.

Art. 16. § 1. Voor de in aanmerking komende investeringsprogramma's van minder dan 5 miljoen BEF of waarvan de verwezenlijking binnen het jaar gebeurt, kan de aanvraag om uitbetaling van de premie slechts na de verwezenlijking van het volledig investeringsprogramma plaats vinden.

§ 2. Voor de in aanmerking komende investeringsprogramma's van 5 tot 250 miljoen BEF, kan de onderneming de uitbetaling van de helft van de premie vragen ten vroegste één jaar na het begin van het investeringsprogramma en na verwezenlijking van de helft van het investeringsprogramma.

De uitbetaling van het saldo van de premie kan slechts door de onderneming aangevraagd worden wanneer het investeringsprogramma volledig verwezenlijkt is.

§ 3. Voor de in aanmerking komende investeringsprogramma's die meer dan 250 miljoen BEF bedragen, kan de onderneming de uitbetaling van de helft van de premie vragen na verwezenlijking van minimum 35 % van het investeringsprogramma.

De uitbetaling van het saldo van de premie kan slechts door de onderneming aangevraagd worden wanneer het investeringsprogramma volledig verwezenlijkt is en ten vroegste twee jaar na het begin van genoemd programma.

Art. 17. Elke premieuitbetaling zal onderworpen zijn aan de door de administratie uitgeoefende controle op de verwezenlijking van het investeringsprogramma. Deze controle kan uitgeoefend worden, hetzij op basis van de door de onderneming doorgegeven stukken, hetzij ter plaatse.

De administratie oefent ook haar controle uit op de effectieve verwezenlijking van de door de onderneming geplande doeleinden inzake tewerkstelling en toegevoegde waarde.

Deze doeleinden moeten bereikt zijn laatstens twee jaar na het einde van het investeringsprogramma.

Indien deze doeleinden niet bereikt worden binnen de opgelegde termijn wordt er overgegaan tot de terugname van de overeenstemmende tegemoetkoming.

Indien de aldus uitgevoerde berekeningen doen blijken dat het niveau van de premie lager dan 5 % is, zou de volledige premie teruggegeven kunnen worden.

Art. 18. Na uitbetaling van de volledige premie zal de onderneming jaarlijks aan de administratie de volledige R.S.Z.-getuigschriften of -aangiften van de zestien trimesters volgend het einde van de verwezenlijking van het investeringsprogramma of volgend op de datum waarop de tewerkstellingsvoorwaarde bereikt moet zijn, overmaken.

Art. 19. In ieder geval kan de administratie overgaan tot een controle in de rechthebbende ondernemingen. Deze controle kan plaatsvinden zodra een gunstige beslissing genomen werd en dit tot het ogenblik dat de verplichtingen van de onderneming ten opzichte van het Gewest vervallen zullen zijn.

Art. 20. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 25 september 1972 houdende regelen omtrent de inlichting van de ondernemingsraden, ter uitvoering van artikel 37, lid 2 en lid 3, van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, zal de bekendmaking van de beslissing of de overeenkomst de aan de werknemers over te maken inlichtingen nader bepalen.

Art. 21. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Economie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 22. Dit besluit wordt van kracht op 1 juli 1992.

Namen, 9 juli 1992

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

F. 92 — 2225

[C — 27350]

**9 JUILLET 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
portant exécution de l'article 32.10. de la loi du 4 août 1978
de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juin 1989;

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

Vu le décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par la loi du 9 août 1980 et les lois des 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif de favoriser dans les meilleurs délais le développement de l'emploi au sein des petites et moyennes entreprises étant donné que par leur nombre important, elles sont susceptibles de contribuer significativement à la création d'emplois nouveaux;

Sur proposition du Président de l'Exécutif, chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

Arrete :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- la loi, la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;
- le Ministre, le Ministre ayant les PME dans ses attributions;
- l'Administration, la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
- emploi, le personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail, soumis à l'O.N.S.S., calculé en équivalent temps plein, affecté à un siège d'exploitation en Région wallonne;
- trimestre de référence, le trimestre civil au cours duquel les emplois ont été créés;
- indépendante financièrement, l'entreprise dirigée par une ou plusieurs personnes physiques qui possèdent la majorité du capital et qui toutes y trouvent leur principale source de revenus professionnels.

CHAPITRE II. — Prime à l'emploi

Art. 2. Peuvent bénéficier de la prime d'emploi dont question à l'article 32.10, § 1^{er} de la loi, les entreprises visées aux articles 32.2 et 32.3 de ladite loi, qui sont indépendantes financièrement et dont l'effectif ne dépasse pas 19 emplois et qui sans même procéder à des investissements, créent des emplois supplémentaires.

Art. 3. § 1er. Le montant de la prime d'emploi est fixé à 100 000 francs belges par emploi nouveau créé.

§ 2. Cette prime sera liquidée en une tranche, après que l'entreprise ait fourni la preuve du maintien du personnel supplémentaire pendant les douze mois qui suivent le trimestre de référence.

Le personnel supplémentaire est déterminé par la comparaison entre la moyenne des travailleurs occupés par l'entreprise au cours des quatre trimestres qui suivent le trimestre de référence et la moyenne dudit personnel au cours des quatre trimestres qui précèdent le trimestre de référence.

A cet effet, l'entreprise produira les attestations établies par l'Office national de Sécurité sociale ou un secrétariat social agréé par le Ministère de la Prévoyance sociale.

§ 3. Le droit définitif à la prime est subordonné au maintien de l'emploi pendant les vingt-quatre mois qui suivent le trimestre de référence.

A cet effet, l'entreprise produira les attestations établies par l'Office national de Sécurité sociale ou un secrétariat social agréé par le Ministère de la Prévoyance sociale couvrant cette période.

En outre, elle fournira une liste comportant les noms des personnes engagées et mentionnant les dates d'engagement. Pour les personnes qui ne sont pas des ressortissants de la Communauté européenne, il sera fait mention du numéro de permis de travail.

Si le personnel supplémentaire n'a pas été maintenu pendant les vingt-quatre mois qui suivent le trimestre de référence, la prime sera intégralement restituée.